



CBD



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.1
22 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang, République de Corée, du 29 septembre au 3 octobre 2014
Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

PROJET DE BUDGET POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2015-2016

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Lors de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP), dans sa décision BS-VI/7, les Parties ont prié le Secrétaire exécutif, entre autres, de préparer et de présenter un budget-programme pour les services de secrétariat et le programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques du Protocole pour l'exercice biennal 2015-2016, y compris les termes de référence pour toutes les propositions de nouveaux membres du personnel. Les Parties se sont également «...accordées sur le reclassement du poste sur la mise en œuvre du Protocole additionnel pour l'exercice biennal 2015-2016 à la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole ».

2. Les Parties au Protocole de Cartagena ont également demandé au Secrétaire exécutif de fournir trois budgets alternatifs en fonction :

- (a) D'une évaluation du taux de croissance requis pour le budget-programme ;
- (b) De l'augmentation de 7,5 % en termes nominaux du niveau du budget-programme de base de 2013-2014 ;
- (c) Du maintien en termes nominaux du niveau du budget-programme de base de 2013-2014.

A. Portée de la note

3. La présente note contient le budget-programme des services de secrétariat pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, dans la mesure où ils sont distincts, pour l'exercice biennal 2015-

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

2016, proposés par le Secrétaire exécutif pour examen et adoption par la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

4. Cette proposition comprend :

- (a) Un aperçu du programme de prévention des risques biotechnologiques (Section II) ;
- (b) Les frais communs entre le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et la Convention (Section III) ;
- (c) Les facteurs et hypothèses clés pris en compte dans l'établissement des coûts du projet de budget pour l'exercice biennal 2015-2016 et une justification de la nécessité de ressources supplémentaires (section IV) ;
- (d) Les besoins en ressources pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, y compris des tableaux récapitulatifs des effectifs du programme et des besoins en ressources du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) (section V). Le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6 contient des informations détaillées sur la gestion du Protocole de Cartagena ;
- (e) Les éléments d'un projet de décision sur cette question, sur la base du projet de programme, pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa septième réunion, sont décrits dans le présent document.

5. Les annexes I et II contiennent des résumés des besoins en ressources pour le programme de travail du Protocole respectivement des Fonds d'affectation spéciale BH et BI. Il est toutefois à noter que la faible contribution au Fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) pour faciliter la participation des Parties au Protocole, a négativement influé sur la participation des pays en développement. Le Secrétariat peut parrainer uniquement un délégué par Partie à la Convention et au Protocole pour les deux réunions. Le défi pour le Protocole de Cartagena dans sa discussion à sa septième réunion est que le délégué peut ne pas être nécessairement un expert en matière de prévention des risques biotechnologiques participant aux processus du Protocole. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole souhaite inviter les Parties à contribuer à ce Fonds d'affectation spéciale ou trouver d'autres moyens pour inverser cette tendance.

6. L'annexe III contient les contributions évaluées des Parties telles que prévues dans le projet de budget.

7. Les annexes IV et V contiennent les hypothèses et les chiffres sur le budget et le personnel demandés dans la décision BS-VI/7, paragraphes 22 (b) et (c), augmentant respectivement de 7,5 pour cent en termes nominaux le niveau du budget-programme de base de 2013-2014, et maintenant en termes nominaux le niveau du budget-programme de base de 2013-2014.

8. Le programme de travail et budget proposés pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour l'exercice biennal 2015-2016 se fonde sur la structure et l'expérience existants du Secrétariat. Il anticipe également les évolutions prévisibles découlant du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et le soutien accru à la mise en œuvre du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020, ainsi qu'une plus grande intégration du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques avec le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages.

9. Il est également à noter que le projet de budget-programme représente la meilleure estimation des travaux du Secrétariat au cours des deux prochaines années et sera ajusté en réponse aux décisions et directives des Parties au Protocole à leur septième réunion, le cas échéant.

II. VUE D'ENSEMBLE

A. *Orientation programmatique du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques*

Division de la prévention des risques biotechnologiques

10. La **Division de la prévention des risques biotechnologiques** est organisée pour répondre efficacement aux décisions des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et offrir le soutien nécessaire à la mise en œuvre du Protocole actuellement dans le cadre du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020. Le travail de la Division vise également à contribuer aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité 4, 7, 9, 11, 13, 17 et 19 ainsi qu'à répondre aux exigences des articles 7, 8, 10, 14 et 19 de la Convention sur la diversité biologique pour la réintégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les activités pertinentes de la Convention.

11. La Division est dirigée par un Directeur, qui assure que le programme de travail global sur la prévention des risques biotechnologiques est mis en œuvre de manière coordonnée, rentable, ponctuelle et rapide, et en conformité avec le plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Depuis l'entrée en vigueur en 2003 du Protocole, avec l'adoption supplémentaire du Plan stratégique du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020 et le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation en 2010, le programme de travail de la Division, qui a connu une croissance exponentielle et soutient à ce jour 167 Parties, est exécuté à travers les trois principales unités opérationnelles suivantes : (i) Politique et juridique, (ii) Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB), partage d'informations et de questions scientifiques, (iii) renforcement des capacités, diffusion et sensibilisation du public.

12. En plus de gérer le programme de travail de la Division, le Directeur assure le fonctionnement efficace des organes et processus subsidiaires dans le cadre du Protocole de Cartagena, comme le prescrivent le Protocole et les Parties. Le Directeur est également chargé d'assurer et de promouvoir le maintien de liens réguliers, appropriés et en nombre suffisant avec d'autres activités de la Convention sur la diversité biologique, et la mise en place de réseaux de collaboration avec les organisations compétentes telles que les agences des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les universités et les centres de recherche, l'industrie et le secteur privé, afin de promouvoir une collaboration et des partenariats efficaces pour la mise en œuvre du Protocole. En outre, le Directeur coordonne également le soutien des Parties et la fourniture d'une assistance technique à ces dernières, et facilite les activités de renforcement des capacités.

Politique et juridique

13. La principale responsabilité de cette unité opérationnelle juridique et politique, actuellement sous la responsabilité d'un Responsable de programme, assisté par un Responsable des affaires juridiques et d'un employé des services généraux, est de fournir un soutien et faciliter la ratification rapide ou l'adhésion du Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation et son entrée en vigueur accélérée. L'unité traite les questions juridiques qui se rapportent au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et supervise la cohérence juridique et politique du travail de la Division sur la prévention des risques biotechnologiques. En outre, l'unité suit les derniers développements du droit international de l'environnement, les lois et directives nationales en matière de prévention des risques biotechnologiques et les affaires ou litiges juridiques impliquant des organismes vivants modifiés, et prépare des documents destinés aux responsables de programme (Programme Officers) pertinents.

14. L'unité assiste le Comité chargé du respect des dispositions du Protocole en agissant en tant que trait d'union entre ce dernier et le Président et les autres membres du Comité ; en préparant la documentation nécessaire pour les réunions du Comité ; en collectant des informations et en réalisant des études sur l'expérience et le travail d'accords similaires chargés du respect des dispositions en vertu d'autres Accords environnementaux multilatéraux et en fournissant les conclusions au Comité afin de faciliter son travail.

L'unité fournit également aux Parties, sur demande, un avis juridique et des informations sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés concernant le respect de leurs obligations en vertu du Protocole ou sur des questions générales qui se posent lors de la mise en œuvre des obligations en vertu du Protocole, y compris la fourniture de commentaires sur les cadres nationaux sur la prévention des risques biotechnologiques.

15. Le personnel de l'unité répond également aux questions des étudiants, des chercheurs, des agences compétentes, et d'autres entités/individus qui sont intéressés par la prévention des risques biotechnologiques, et les aident à comprendre et à mettre en œuvre le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Il s'agit notamment de la participation à des tables rondes, des ateliers et d'autres programmes de diffusion, sur invitation, en vue de présenter le Protocole et de fournir des informations sur l'état de sa mise en œuvre.

16. Elle est également chargée de faciliter la coopération de la recherche et l'échange d'informations sur les impacts socio-économiques. L'unité contribue aux initiatives de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques concernant la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification en vertu du Protocole. L'objectif principal de son action est de coopérer avec d'autres organisations qui sont actives dans des domaines liés au commerce, à l'environnement et aux organismes vivants modifiés. Cela inclut la participation à l'Initiative Douanes vertes - un partenariat d'organisations internationales coopérant pour prévenir le commerce illicite de produits sensibles à l'environnement et faciliter le commerce légal.

Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB), partage des informations et questions scientifiques

17. L'unité, sous la responsabilité d'un administrateur de programme (Programme Officer), aidé par un responsable des systèmes d'information informatiques (Computer Information Systems Officer), un chargé des affaires environnementales (Environment Affairs Officer), un administrateur de programme adjoint (Associate Programme Officer)* et deux assistants de programme (Programme Assistants), est responsable du fonctionnement efficace du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB) et du partage des informations et des questions scientifiques dans le cadre du Protocole. L'unité vise le succès du programme de travail pluriannuel en développant et assurant le fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Le programme comprend cinq éléments : (i) structure et fonction du portail central pour faciliter l'accès et la communication d'informations dans le Centre d'échange en réponse aux besoins des utilisateurs identifiés ; (ii) contenu et gestion de l'information en vue d'augmenter le volume d'information qui est actuellement communiqué au Centre d'échange et s'assurer que ce processus se fasse dans le respect des délais ; (iii) partage d'informations et d'expériences en rapport aux OVM afin qu'un éventail de renseignements plus large sur la prévention des risques biotechnologiques soit accessible aux utilisateurs du Centre d'échange ; (iv) renforcement des capacités et accessibilité non Internet pour s'assurer que les pays disposent des capacités nécessaires afin d'accéder au portail central sur Internet et de consulter l'information par l'intermédiaire du Centre d'échange en temps opportun ; et (v) examen des activités.

18. L'unité, par l'intermédiaire de moyens innovants tels que le Forum en ligne à composition non limitée, les groupes de discussion en ligne ad hoc et les conférences en ligne en temps réel à travers le Centre d'échange, a élargi les discussions sur les questions scientifiques entre de nombreux scientifiques, sans que cela ne représente un coût excessif. Les conclusions de ces discussions nourrissent les processus tels que le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques. Le dispositif a également été utilisé pour des discussions plus larges dans des domaines tels que l'identification des OVM, la conformité, le renforcement des capacités, la diffusion et la participation du public.

19. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques dispose maintenant d'une section d'enregistrement renouvelée et de formats communs mis à jour qui facilitent la communication des

* Le poste d'administrateur de programme adjoint (Associate Programme Officer) était dans un premier temps un poste d'assistant de programme (Programme Assistant) de grade G-6 qui a été reclassé au grade P2 suite à l'exercice de classification réalisé par le ONUN / PNUE dans le sillage du changement mené par l'organisation chef de file de l'ONU à Montréal, l'OACI, à la norme au niveau mondial de classement des services généraux à 7 niveaux.

informations. Un Helpdesk pour la section d'enregistrement et un système informatisé pour faciliter la traduction de toutes les pages du Centre d'échange ont été développés. La section d'enregistrement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a été mise à jour et traduite dans les six langues officielles des Nations Unies. Un outil en ligne pour l'analyse statistique et la représentation graphique de données est disponible. L'unité gère régulièrement les enregistrements nationaux et de référence soumis par toutes les catégories d'utilisateurs du CEPRB et fournit une assistance aux nœuds nationaux. Le personnel de l'unité assure également la formation des conseillers régionaux du CEPRB du projet PNUE-FEM de renforcement des capacités.

20. Cette unité assiste les Parties dans la mise en œuvre des dispositions relatives à l'évaluation des risques et la gestion des risques ainsi qu'à traiter toutes leurs autres demandes techniques et scientifiques. En outre, l'unité facilite les processus d'élaboration de directives pour l'évaluation des risques et la gestion des risques. Le personnel de l'unité prépare des documents d'information et de base pour tous les organes subsidiaires scientifiques tels que le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et le forum de discussion sur la Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB), et gère l'organisation générale de ces réunions tout en assurant leur bon déroulement. L'unité identifie et met à disposition des Parties par le biais du CEPRB les informations scientifiques et techniques, les leçons apprises et les pratiques exemplaires.

21. En outre, l'unité coordonne et facilite l'élaboration de matériel de formation en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies (la Convention d'Aarhus de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, la Convention internationale pour la protection des végétaux et le Programme des Nations Unies pour l'environnement) et des organisations internationales. Ce matériel de formation fait partie de celui qui est utilisé pour le renforcement des capacités entre les Parties.

22. En outre, l'unité (i) crée et évalue les nouveaux enregistrements pour les OVM, les gènes et les organismes ; (ii) maintient et met à jour les enregistrements existants dans les registres du CEPRB pour les OVM, les gènes et les organismes ; (iii) veille à ce que les enregistrements sur l'évaluation des risques soient correctement liés aux enregistrements OVM ; et (iv) développe des formats communs révisés pour la soumission d'enregistrements aux trois registres indiqués ci-dessus et pour les résumés sur l'évaluation des risques.

Renforcement des capacités, diffusion et sensibilisation du public

23. La responsabilité globale de cette unité opérationnelle de base, dirigée par un administrateur de programme assisté par un responsable de l'information adjoint, est de faciliter la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités, et de sensibilisation et participation du public en vertu du Protocole. L'unité contribue à accroître la visibilité du Protocole et à le soutenir. Il offre un soutien aux Parties sur l'article 23 du Protocole par la préparation de documents d'information et de base, et de rapports sur l'état de la mise en œuvre de l'article.

24. En outre, l'unité met en œuvre des programmes qui accroissent la sensibilisation et la compréhension du Protocole, notamment par le biais, *entre autres*, du maintien du site Web du Protocole, la production et diffusion de matériel d'information et de sensibilisation (par exemple le bulletin d'information *Biosafety Protocol News*, des brochures, des fiches d'information et du matériel audio-visuel), l'organisation d'événements de sensibilisation (manifestations parallèles, foires et expositions publiques), les réponses aux questions du public, la promotion de la couverture médiatique de sujets liés au Protocole, l'organisation de conférences de presse et interviews, et le maintien d'un contact avec les journalistes et les organisations de médias qui s'intéressent aux questions liées à la prévention des risques biotechnologiques.

25. L'unité a pour principales fonctions de : (i) faciliter la mise en œuvre du Plan d'action pour le renforcement des capacités en vue d'une application efficace du Protocole et produire des rapports sur ce dernier, y compris la diffusion de l'information et des leçons apprises et la préparation de rapports sur les besoins en matière de renforcement des capacités des Parties et sur l'état de la mise en œuvre du Plan d'action ; (ii) administrer le Mécanisme de coordination, y compris le maintien des bases de données sur le renforcement des capacités dans le Centre d'échange ; et organiser les réunions du Groupe de liaison sur le

renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques, les réunions de coordination des gouvernements et des organismes d'exécution et / ou des activités de financement des mesures de renforcement des capacités ; et les réunions des institutions universitaires impliquées dans l'éducation et la formation en lien avec la prévention des risques biotechnologiques ; (iii) gérer la liste d'experts et le Fonds de contributions volontaires pertinent, y compris : examiner l'exhaustivité des données fournies par les candidats à la Liste, maintenir la liste dans le CEPRB, aider les Parties à identifier les experts appropriés de la liste et à vérifier leur disponibilité, traiter des demandes de soutien du Fonds de contributions volontaires des Parties afin que ce dernier finance le recours à des experts sélectionnés dans la liste, et présenter des rapports sur l'état et le fonctionnement de la liste et du fonds de contributions volontaires ; (iv) développer les outils de renforcement des capacités et les ressources documentaires, et organiser pour les Parties des ateliers de renforcement des capacités et de formation des formateurs au niveau régional sur des questions spécifiques ; et (v) initier et nourrir la collaboration avec les organisations compétentes, notamment le FEM et ses organismes d'exécution, soutenant les initiatives de renforcement des capacités en matière de prévention des risques biotechnologiques.

III. FRAIS COMMUNS

26. Au paragraphe 7 de la décision BS-VI/7, les Parties au Protocole ont convenu de partager les coûts des services de secrétariat entre ceux qui sont communs à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole sur la base d'un ratio 85:15 pour l'exercice biennal 2013- 2014.

27. Il a été observé au cours de l'exercice biennal actuel que le ratio convenu de 85:15 continue de s'appliquer à la distribution de travail liée aux sept postes suivants actuellement partagés entre la Convention et le Protocole :

- Senior Legal Officer (P5)
- CHM Programme Officer (P4)
- Computer Systems Officer (P3)
- Internet and Communications Officer (P3)
- Knowledge Management Officer (P3)
- Computer Operations Assistant (G6)
- Computer Programme Assistant (G6)

En outre, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, à sa sixième réunion, a accepté de partager le coût d'un administrateur de programme (Programme Officer) P4 pour le renforcement des capacités sur une base 50:50.

IV. FACTEURS ET HYPOTHÈSES UTILISÉS POUR L'ESTIMATION DES BESOINS EN PERSONNEL ET EN RESSOURCES POUR L'EXERCICE BIENNAL 2015-2016

A. Dépenses d'appui au programme (PSC)

28. Conformément aux Règlements et règles financiers des Nations Unies, une charge de frais généraux de 13 pour cent est payable au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour couvrir les frais d'administration du Fonds d'affectation spéciale. Le PNUE rend 67 pour cent de ces paiements au Secrétariat pour l'aider à couvrir les coûts des services d'appui. À l'heure actuelle, un poste du Secrétariat au niveau professionnel (Fund Management Officer) est financé par les dépenses d'appui au programme (PSC) du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques.

B. Chiffres utilisés dans le calcul des frais de personnel

29. Les chiffres utilisés pour calculer les dépenses afférentes au personnel professionnel (y compris les salaires et les dépenses communes qui varient d'un lieu d'affectation à l'autre) dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2015-2016, sont basés sur les coûts réels de 2013 auxquels s'ajoute une augmentation, en conformité avec les augmentations de salaire des Nations Unies, telle qu'indiquée dans le tableau suivant :

Niveau	2013	2014	2015	2016
ASG (Sous-Secrétaire général)	294 700	300 600	307 000	313 000
D-1	240 300	244 600	243 500	248 400
P-5	212 800	216 000	220 000	224 000
P-4	200 000	203 900	205 500	209 600
P-3	164 200	167 700	171 800	175 200
P-2	129 700	132 800	124 000	126 500
Services généraux	71 100	73 200	72 000	73 000

C. Hypothèses

30. Le projet de budget-programme du Protocole est basé sur les hypothèses suivantes :

(a) Les coûts des services du Secrétariat au Protocole, dans la mesure où ils sont distincts, seront pris en charge par les Parties au Protocole ;

(b) Quinze pour cent des frais communs de la Convention et du Protocole seront pris en charge par le Protocole, conformément à la décision de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena ;

(c) Les frais de personnel correspondent à la dépense réelle qui comprend les augmentations salariales obligatoires des Nations Unies ;

(d) Cinquante pour cent du temps et des coûts afférents à l'administrateur de programme pour le renforcement des capacités (Programme Officer for Capacity-building) (P-4) seront partagés avec le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation ;

(e) La réserve de trésorerie du Fonds d'affectation spéciale BG a été augmentée de 5 % à 7,5 % conformément à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies ;

(f) Les frais de participation des PMA et des PEID sont inclus dans le budget de base, le même participant étant financé pour assister aux réunions de la RdP-8 et de la CdP-13 ;

(g) Les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole doivent être convoquées tous les deux ans dans le cadre des réunions ordinaires de la Conférence des Parties en vertu des dispositions du paragraphe 6 de l'article 29 du Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement ;

(h) La huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena se tiendra en tant que partie intégrante de la treizième réunion de la Conférence des Parties sur une période de deux semaines ; les points de l'ordre du jour qui y seront discutés seront en théorie identiques mais les processus de prise de décision- seront développés de façon distincte. Dans l'élaboration du budget du Protocole de Cartagena, la composante Coûts du Protocole de Cartagena dans le processus intégré de deux semaines était basée sur un coût de deux jours et demi sur les onze jours de travail ;

(i) Les réunions du Bureau se tiendront une fois par an et de préférence en conjonction avec d'autres réunions pertinentes. En outre, le Bureau se réunira tous les jours pendant les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole ;

(j) Des réunions annuelles d'un groupe de liaison sur le renforcement des capacités (15 participants financés) sont envisagées ;

(k) Une réunion du Comité chargé du respect des dispositions se tiendra une fois par an ; elle sera composée de quinze (15) participants (trois par région) ;

(l) Il y aura une réunion du Comité consultatif informel du CEPRB (12 participants financés) ;

D. Contribution du pays hôte

31. Le Canada, en tant que pays hôte du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, a toujours apporté un soutien financier à la Convention par le biais de contributions annuelles (augmentation de deux pour cent par an) du gouvernement fédéral du Canada et du gouvernement de la province de Québec, qui sont utilisées pour compenser les contributions estimées que les Parties à la Convention versent aux budgets biennaux de la Convention (83,5 %) et son Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (16,5 %). Le soutien financier pour l'exercice biennal 2013-2014 s'élève à 2 320 345 dollars US.

32. Pour l'exercice biennal 2015-2016, le gouvernement fédéral du Canada et le gouvernement de la province de Québec ont décidé de changer la modalité de leur soutien financier à la Convention et fourniront, au lieu d'une contribution en dollars US comme dans le passé, des fonds en dollars canadiens qui seront spécifiquement liés à la location et autres frais en rapport aux bureaux que le Secrétariat loue actuellement.

33. Ce changement de modalité aura un impact sur le budget car, bien que les nouveaux montants à payer par le Canada dépassent les sommes versées dans le passé, les nouvelles contributions sont en monnaie locale (CAD \$) ce qui implique des gains et des pertes de change puisque le budget et les comptes de la Convention sont établis en dollars US.

34. Au moment de calculer le montant à verser au budget par le Canada au titre de la location et des coûts connexes du Secrétariat, un taux de change de 1,09371 CAD pour 1 USD a été utilisé, soit le taux de change moyen des Nations Unies pour ces devises au cours de la période de sept mois allant de janvier à juillet 2014.

V. BESOINS EN RESSOURCES DU PROTOCOLE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2015-2016

35. Le nombre total des Parties au Protocole de Cartagena a augmenté à 167, quatre pays supplémentaires ayant ratifié le Protocole depuis la sixième réunion des Parties au Protocole. Les activités dans le cadre du programme de travail du Protocole ont également augmenté depuis l'adoption du Protocole de Cartagena en 2000, en particulier depuis que l'annexe III du Protocole est un document d'orientation sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique pour le Protocole et l'adoption du Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation. Avec le programme proactif de -renforcement des capacités et la sensibilisation du public menés par le Secrétariat, le Protocole additionnel a reçu à ce jour 25 ratifications ou adhésions des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Il est nécessaire de travailler davantage pour aider les Parties à ratifier le Protocole additionnel de sorte qu'il entre en vigueur au cours de la prochaine période intersessions avec au moins 15 ratifications et / ou adhésions.

36. En adoptant le Plan stratégique du Protocole pour la période 2011-2020, les domaines suivants ont été identifiés comme étant essentiels pour la mise en œuvre réussie du Protocole : le développement d'outils et de conseils, le renforcement -des capacités, la mise en conformité et l'efficacité, l'amélioration de la disponibilité et de l'échange d'informations pertinentes (Centre d'échange pour la prévention des risques

biotechnologiques, CEPRB), la sensibilisation du public, l'éducation et la participation, la surveillance et la soumission de rapports, et l'évaluation et l'examen, entre autres.

37. Avec l'augmentation prévue du volume de travail, en particulier le travail sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, l'identification des OVM, les mouvements transfrontières non intentionnels, l'utilisation en milieu confiné, soutenant la mise en vigueur du Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation et la mise en œuvre réussie de la Plan stratégique pour le Protocole pour la période 2011-2020, le Secrétariat aura besoin des ressources proposées pour remplir son rôle de soutien et faciliter la prestation cohérente des différentes composantes du plan.

38. Pour assurer une participation accrue et efficace des Parties aux réunions simultanées de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux Protocoles, la Conférence des Parties pourrait prévoir un financement visant à faciliter la participation d'un délégué des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux processus de la Convention et de ses Protocoles, comme un nouveau poste de dépenses dans les budgets-programme de base pour lesquels des contributions sont faites, y compris le Fonds général d'affectation spéciale pour le budget-programme de base du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (Fonds d'affectation spéciale BG).

39. Le projet de budget (tableau 1 ci-dessous) reflète une augmentation nominale de 621 515 dollars US, ou de 10,6 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2013-2014, et comprend le reclassement d'un poste de GS à P-2. Aucune nouvelle proposition de poste n'a été faite au cours de cette période biennale. Le projet de tableau d'effectifs est reflété dans le tableau 2 ci-dessous ainsi que le projet d'organigramme.

**Tableau 1. Ressources nécessaires par poste de dépense du budget de base
(Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016**

(En milliers de dollars US)

Dépenses	2015	2016
A. Frais de personnel *	1 971,4	2 008,8
B. Réunions du Bureau de la COP-MOP	20,0	25,0
C. Huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP-8)	200,0	200,0
D. Consultants / Sous-traitance	20,0	20,0
E. Voyage en mission	50,0	50,0
F. Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités (1 / an)	30,0	30,0
G. Réunion du comité consultatif informel du CEPRB	55,0	
H. Réunions du Comité chargé du respect des dispositions (1 / an)	45,0	45,0
I. Traduction du site Web du CEPRB	20,0	20,0
J. Frais généraux de fonctionnement**	283,6	284,6
K. Assistance temporaire / heures supplémentaires	10,0	10,0
L. Participation des PMA et des PEID à la RdP-8		200,0
Total	2 705,0	2 893,4
<i>Dépenses d'appui au programme de 13 %</i>	<i>351,6</i>	<i>376,1</i>
<i>Réserve de trésorerie 7,5 %</i>	<i>180,6</i>	

Dépenses	2015	2016
Budget total	3 237,3	3 269,5
<i>Moins la contribution du pays hôte</i>	(237,9)	(239,1)
TOTAL NET (montant à partager entre les Parties)	2 999,4	3 030,4

* Y compris 15 % de 1 P-5, 1 P-4, 3 P-3 et 2 SG et 50 % de 1 P4 partagé avec la Convention.

** 15 % des frais généraux du Secrétariat : loyer, entretien, communications, papeterie et fournitures, et équipements, etc.

Tableau 2. Le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques présente les différents besoins en personnel du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016*

	2015	2016
Catégorie professionnelle		
D-1	1	1
P-4	2,5	2,5
P-3	3	3
P-2**	2	2
Total, catégorie professionnelle	8	8
Total, catégorie services généraux	4	4
TOTAL	12,5	12,5

* En outre, 15 % du temps de 1 P-5, 1 P-4; 3 P-3 et 2 agents des services généraux est financé principalement par la Convention.

** Le poste d'administrateur de programme adjoint (Associate Programme Officer) était dans un premier temps un poste d'assistant de programme (Programme Assistant) de grade G-6 qui a été reclassé au grade P2 suite à l'exercice de classification réalisé par le ONUN / PNUE dans le sillage du changement mené par l'organisation chef de file de l'ONU à Montréal, l'OACI, à la norme au niveau mondial de classement des services généraux à 7 niveaux.

Tableau 3. Comparaison du budget-programme 2013-2014 avec le projet budget-programme pour l'exercice biennal 2015-2016

(En milliers de dollars US)

Dépenses	2013	2014	2015	2016
A. Frais de personnel	1 875,2	1 916,7	1 971,4	2 008,8
B. Réunions du Bureau de la COP-MOP	20,0	25,0	20,0	25,0
C. Réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	200,0	250,0	200,0	200,0
D. Consultants / Sous-traitance	20,0	20,0	20,0	20,0
E. Voyage en mission	50,0	50,0	50,0	50,0
F. Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités (1 / an)	30,0	30,0	30,0	30,0
G. Réunions du Comité consultatif informel du CEPRB (1 / an)	55,0	0,0	55,0	
H. Réunions du Comité chargé du respect des dispositions	45,0	45,0	45,0	45,0
I. Traduction du site Web du CEPRB	25,0	25,0	20,0	20,0
J. Frais généraux de fonctionnement *	252,4	255,6	283,6	284,6
K. Assistance temporaire / heures supplémentaires	5,0	5,0	10,0	10,0

	Dépenses	2013	2014	2015	2016
L.	Participation des PMA et des PEID à la RdP-8				200,0
	Total	2 577,6	2 622,3	2 705,0	2 893,4
	<i>Dépenses d'appui au programme de 13 %</i>	335,1	340,9	351,6	376,1
	<i>Réserve de trésorerie</i>	9,4		180,6	
	Budget total	2 922,1	2 963,1	3 237,3	3 269,5

* 15 % des frais généraux du Secrétariat : loyer, entretien, communications, papeterie et fournitures, équipement, etc.

Montant nominal des augmentations en pourcentage par rapport au budget 2013-2014
10,6 %

Tableau 4. Réunions financées par le budget de base pour l'exercice biennal 2015-2016
(En milliers de dollars US)

Description	2015	2016
Réunions		
Réunions du Bureau de la COP-MOP	20,0	25,0
Groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0
Comité chargé du respect des dispositions	45,0	45,0
Comité consultatif informel du CEPRB	55,0	
Huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques *	200,0	200,0
Total	350,0	300,0

* Parallèlement à la CdP-13

Tableau 5. Comparaison du tableau d'effectifs 2013-2014 avec le projet de tableau d'effectifs pour l'exercice biennal 2015-2016

	2013	2014	2015	2016
A.				
Catégories professionnelles et supérieures				
D-1	1	1	1	1
P-4	2,5	2,5	2,5	2,5
P-3	3	3	3	3
P-2	1	1	2	2
Total des catégories professionnelles et supérieures	7,5	7,5	8,5	8,5
B.				
Total, catégorie services généraux	5	5	4	4

TOTAL (A + B)		12,5	12,5	12,5	12,5
C.	Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice biennal précédent *				0 %

** Le nombre total d'effectifs reste le même mais il y a un membre du personnel de grade P supplémentaire et 1 de grade GS de moins en 2015-2016.*

VI. ACTION POSSIBLE DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques devrait également adopter une décision formulée comme suit :

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

1. *Accueille avec satisfaction* la contribution de 1 576 652 CAD pour l'année 2015 et de 1 584 692 CAD pour l'année 2016, du pays hôte, le Canada, et de la province de Québec, pour la location des locaux du Secrétariat, dont 16,5 pour cent ont été alloués par an pour compenser les contributions des Parties au Protocole pour l'exercice biennal 2015-2016 ;
2. *Approuve* un budget-programme de base (BG) de [xxx] dollars US pour l'année 2015 et de [xxx] dollars US pour l'année 2016, aux fins énoncés dans le tableau x ci-dessous ;
3. *Approuve* les effectifs du Secrétariat comme indiqué dans le tableau x ci-dessous ;
4. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des coûts dans le cadre du Protocole pour 2015 et 2016 figurant dans le tableau x ci-dessous ;
5. *Décide* d'augmenter la Réserve de trésorerie à un niveau de 7,5 pour cent des dépenses du budget-programme de base (BG), y compris les dépenses d'appui au programme ;
6. *Autorise* le Secrétaire exécutif à contracter des engagements au niveau du budget approuvé, en s'appuyant sur les ressources de trésorerie disponibles, y compris les soldes inutilisés, les contributions d'exercices financiers antérieurs et les recettes diverses ;
7. *Convient* de partager les coûts des services de secrétariat communs à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole en fonction d'un ratio de 85:15 pour l'exercice biennal 2015-2016 ;
8. *Invite* toutes les Parties au Protocole à noter que les contributions au budget-programme de base (BG) sont dues le 1^{er} janvier de l'année pour laquelle elles ont été budgétisées, et à les payer rapidement, et *prie instamment* les Parties en mesure de le faire, de régler au 1^{er} décembre de l'année 2014 pour l'année civile 2015 et avant le 1^{er} octobre 2015 pour l'année civile 2016, les contributions figurant dans le tableau x, et à cet égard *demande* que les Parties soient informées du montant de leurs contributions pour 2016 avant le 1^{er} août 2015 ;
9. *Remarque* avec inquiétude que plusieurs Parties n'ont pas versé leurs contributions au budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour 2014 et les années antérieures ;
10. *Prie instamment* les Parties qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour 2014 et les années antérieures, à le faire sans délai et prie le Secrétaire exécutif de publier et mettre à jour régulièrement les informations sur l'état des contributions aux Fonds d'affectation spéciale du Protocole (BG, BH et BI) ;
11. *Décide* qu'en ce qui concerne les contributions dues à partir du 1^{er} janvier 2005, les Parties dont les contributions sont en souffrance depuis deux (2) ans ou plus ne pourront pas devenir membre du bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole ; cela ne s'applique qu'aux Parties qui ne sont pas des PMA ou des PEID ;
12. *Autorise* le Secrétaire exécutif à conclure des accords avec les Parties dont les contributions sont en souffrance depuis deux ans ou plus afin de convenir d'un « échéancier de paiements », pour effacer tous les arriérés dans les six ans en fonction de la situation financière de la Partie et payer les cotisations futures à échéance, et soumettre un rapport sur l'application de ces accords à la prochaine réunion du Bureau et à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques ;

13. *Décide* qu'une Partie ayant conclu un accord conformément au paragraphe 12 ci-dessus et qui respecte pleinement les dispositions de ce dernier, ne sera pas soumise aux dispositions du paragraphe 11 ci-dessus ;

14. *Demande* au Secrétaire exécutif et *invite* le Président de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, par une lettre signée conjointement, à aviser les Parties dont les contributions sont en retard et à les inviter à prendre les mesures pertinentes en temps opportun ;

15. *Accepte* les estimations de financement des activités dans le cadre du Protocole de Cartagena à être financées à partir :

(a) Le Fonds d'affectation spéciale volontaire (BH) pour les contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées pour l'exercice biennal 2015-2016, comme indiqué par le Secrétaire exécutif (voir besoins en ressources à l'annexe I ci-dessous) ;

(b) Le Fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) pour faciliter la participation des États Parties en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition, pour l'exercice biennal 2015-2016, comme indiqué par le Secrétaire exécutif (voir les besoins en ressources à l'annexe II ci-dessous) ;

et *prie instamment* les Parties de verser des contributions à ces fonds ;

16. *Invite* tous les États non Parties au Protocole, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et autres, à contribuer aux fonds d'affectation spéciale pour le Protocole (BH, BI) afin de permettre au Secrétariat de mener les activités approuvées en temps opportun, en particulier les priorités en matière de renforcement des capacités et les activités identifiées par les pays en développement, les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition, en matière d'évaluation des risques et de gestion des risques et concernant le fonctionnement efficace du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ;

17. *Réaffirme* l'importance de la participation totale et active des États Parties en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, aux activités du Protocole, et *prie* le Secrétariat de rappeler aux Parties la nécessité de contribuer au Fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) au moins six mois avant les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, et *prie instamment* les Parties en situation de le faire, de s'assurer que les cotisations soient versées au moins trois mois avant la réunion ;

18. *Décide* que les fonds d'affectation spéciale pour le Protocole (BG, BH, BI) seront prorogés pour une période de deux ans, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017 ;

19. *Demande* au Secrétaire exécutif de préparer et de soumettre un budget-programme pour les services de secrétariat et le programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques du Protocole, pour l'exercice biennal 2017-2018, à la huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena; et de fournir trois options pour le budget sur la base de :

(a) L'évaluation du Secrétaire exécutif du taux d'augmentation du budget-programme ;

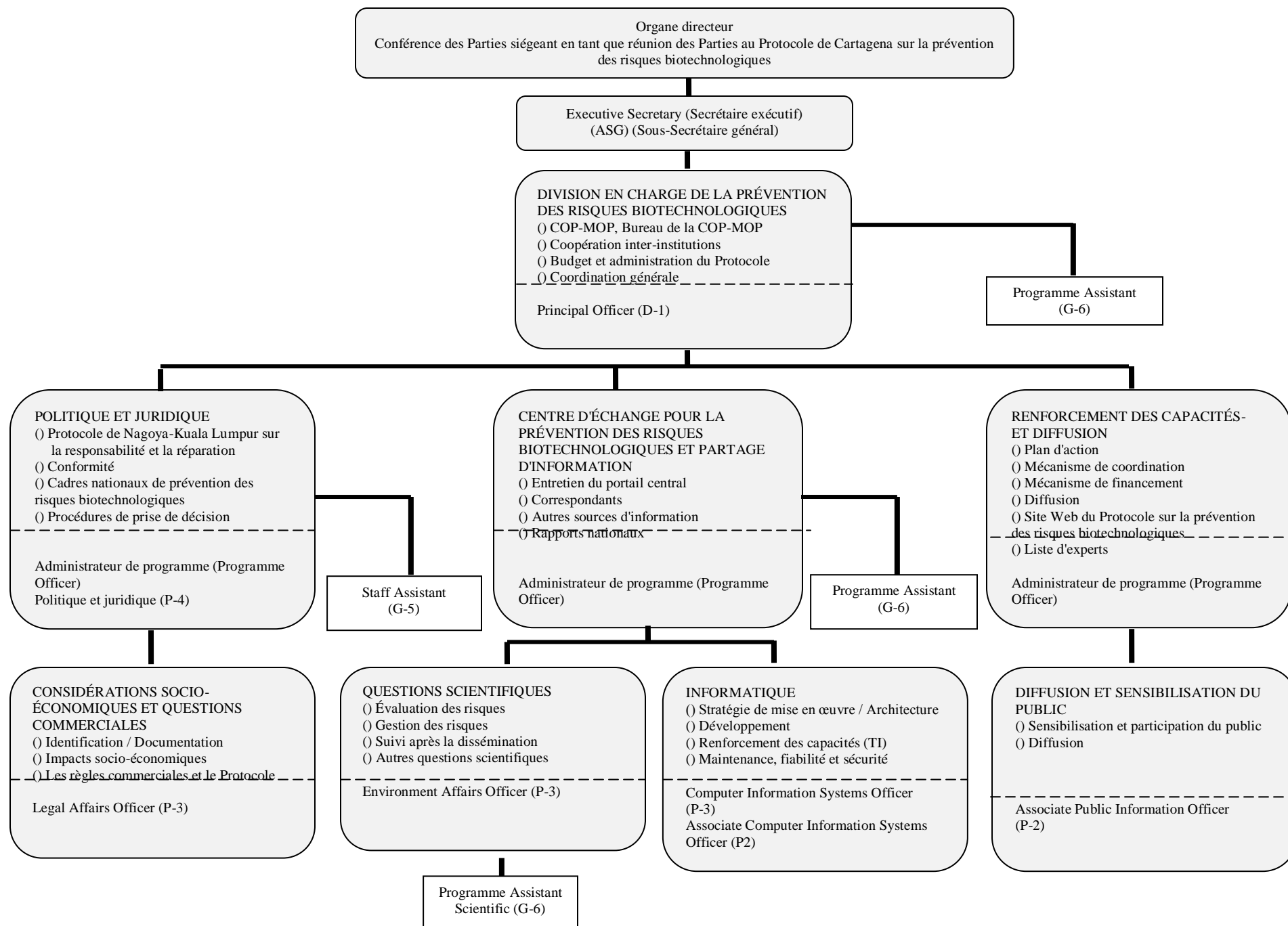
(b) L'augmentation du budget-programme de base (Fonds d'affectation spéciale BG) par rapport au niveau de 2015-2016 de 7,5 pour cent en termes nominaux ;

(c) Le maintien du budget-programme de base (Fonds d'affectation spéciale BG) au niveau de 2015-2016 en termes nominaux ;

20. *Demande* au Secrétaire exécutif de soumettre un rapport sur la performance en matière de recettes et du budget, les soldes non dépensés et l'état des excédents et des reports ainsi que les

ajustements apportés au budget du Protocole pour l'exercice biennal 2015-2016, et de fournir, à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole et aux correspondants en charge de la prévention des risques biotechnologiques, toutes les informations financières concernant le budget de la Convention sur la diversité biologique en même temps qu'elles sont communiquées aux Parties à la Convention ;

Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques



Annexe I

***Les besoins en ressources du Fonds d'affectation spéciale volontaire (BH) pour
les Contributions volontaires supplémentaires à l'appui des activités approuvées
du Protocole de Cartagena pour l'exercice biennal 2015-2016
(En milliers de dollars US)***

I Description*	2015-2016
<i>Réunions / ateliers</i>	
Point 5 de l'ordre du jour : Réunion d'experts du Centre d'échange	80 000
Point 10 de l'ordre du jour : Identification (4-ateliers régionaux)	320 000
Point 11 de l'ordre du jour : Protocole de Nagoya-Kuala Lumpur (4-ateliers régionaux)	320 000
Point 12 de l'ordre du jour : Réunion d'experts sur l'évaluation et la gestion des risques	100 000
Point 13 de l'ordre du jour : Réunion d'experts sur les considérations socio-économiques	100 000
Point 15 de l'ordre du jour : Réunion d'experts sur l'évaluation et l'examen	100 000
Point 16 de l'ordre du jour : Article 17 (involontaire) - Atelier régional	320 000
Les activités en cours du Plan stratégique	160 000
<i>Consultants</i>	
Point 5 de l'ordre du jour : Activités du Centre d'échange	20 000
Point 9 de l'ordre du jour : Liste d'experts en prévention des risques biotechnologiques (en cours)	200 000
<i>Déplacements du personnel</i>	
Point 7 de l'ordre du jour : Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives	10 000
Point 13 de l'ordre du jour : Questions socio-économiques	30 000
<i>Coûts d'impression / de publication</i>	
Point 16 de l'ordre du jour : Article 17 (involontaire)	60 000
Les activités en cours du Plan stratégique	150 000
<i>Équipement</i>	
Point 5 de l'ordre du jour : Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	10 000
<i>Activités</i>	
Point 5 de l'ordre du jour : Traduction du Centre d'échange	30 000
Point 14 de l'ordre du jour : Évaluation des risques et gestion des risques (traduction)	80 000
<i>Sous-total I</i>	<i>2 090 000</i>
<i>Dépenses d'appui au programme II (13 %)</i>	<i>271 700</i>
<i>Total coûts (I + II)</i>	<i>2 361 700</i>

* COP-MOP / 7 points de l'ordre du jour

*Annexe II****Besoins en ressources du Fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) pour faciliter la participation des Parties au Protocole pour l'exercice biennal 2015-2016****(En milliers de dollars US)*

Description		2015	2016
I.	<i>Réunions</i>		
	Réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques		600,0
	Sous-total I		600,0
II.	Frais d'appui au programme (13 %)		78,0
Coût total (I + II)			678,0

Annexe III

**PROJECTION DES CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA
PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES POUR L'EXERCICE 2015-2016**

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Afghanistan	0,005	0,007	215	0,005	0,007	217	433
Albanie	0,010	0,014	431	0,010	0,014	435	865
Algérie	0,137	0,197	5 898	0,137	0,197	5 959	11 857
Angola	0,010	0,010	300	0,010	0,010	303	603
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Arménie	0,007	0,010	301	0,007	0,010	304	606
Autriche	0,798	1,145	34 355	0,798	1,145	34 711	69 066
Azerbaïdjan	0,040	0,057	1 722	0,040	0,057	1 740	3 462
Bahamas	0,017	0,024	732	0,017	0,024	739	1 471
Bahreïn	0,039	0,056	1 679	0,039	0,056	1 696	3 375
Bangladesh	0,010	0,010	300	0,010	0,010	303	603
Barbade	0,008	0,011	344	0,008	0,011	348	692
Belarus	0,056	0,080	2 411	0,056	0,080	2 436	4 847
Belgique	0,998	1,432	42 966	0,998	1,432	43 410	86 376
Belize	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Bénin	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Bhoutan	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Bolivie	0,009	0,013	387	0,009	0,013	391	779
Bosnie-Herzégovine	0,017	0,024	732	0,017	0,024	739	1 471
Botswana	0,017	0,024	732	0,017	0,024	739	1 471
Brésil	2,934	4,211	126 314	2,934	4,211	127 620	253 935
Bulgarie	0,047	0,067	2 023	0,047	0,067	2 044	4 068
Burkina Faso	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Burundi	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Cambodge	0,004	0,006	172	0,004	0,006	174	346
Cameroun	0,012	0,017	517	0,012	0,017	522	1 039

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1 ^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Cap-Vert	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
République centrafricaine	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Tchad	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Chine	5 148	7 389	221 631	5 148	7 389	223 922	445 554
Colombie	0,259	0,372	11 150	0,259	0,372	11 266	22 416
Comores	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Congo	0,005	0,007	215	0,005	0,007	217	433
Costa Rica	0,038	0,055	1 636	0,038	0,055	1 653	3 289
Croatie	0,126	0,181	5 425	0,126	0,181	5 481	10 905
Cuba	0,069	0,099	2 971	0,069	0,099	3 001	5 972
Chypre	0,047	0,067	2 023	0,047	0,067	2 044	4 068
République tchèque	0,386	0,554	16 618	0,386	0,554	16 790	33 408
République populaire démocratique de Corée	0,006	0,009	258	0,006	0,009	261	519
République démocratique du Congo	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Danemark	0,675	0,969	29 060	0,675	0,969	29 360	58 421
Djibouti	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Dominique	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
République dominicaine	0,045	0,065	1 937	0,045	0,065	1 957	3 895
Équateur	0,044	0,063	1 894	0,044	0,063	1 914	3 808
Égypte	0,134	0,192	5 769	0,134	0,192	5 829	11 598
El Salvador	0,016	0,023	689	0,016	0,023	696	1 385
Érythrée	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Estonie	0,040	0,057	1 722	0,040	0,057	1 740	3 462
Éthiopie	0,010	0,010	300	0,010	0,010	303	603
Union européenne	2,500	2,500	74 985	2,500	2,500	75 760	150 746
Fidji	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Finlande	0,519	0,745	22 344	0,519	0,745	22 575	44 919
France	5,593	8,028	240 790	5,593	8,028	243 279	484 068
Gabon	0,020	0,029	861	0,020	0,029	870	1 731
Gambie	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1 ^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Géorgie	0,007	0,010	301	0,007	0,010	304	606
Allemagne	7,141	10,250	307 434	7,141	10,250	310 612	618 046
Ghana	0,014	0,020	603	0,014	0,020	609	1 212
Grèce	0,638	0,916	27 467	0,638	0,916	27 751	55 218
Grenade	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Guatemala	0,027	0,039	1 162	0,027	0,039	1 174	2 337
Guinée	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Guinée-Bissau	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Guyana	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Honduras	0,008	0,011	344	0,008	0,011	348	692
Hongrie	0,266	0,382	11 452	0,266	0,382	11 570	23 022
Inde	0,666	0,956	28 673	0,666	0,956	28 969	57 642
Indonésie	0,346	0,497	14 896	0,346	0,497	15 050	29 946
Iran (République islamique d')	0,356	0,511	15 326	0,356	0,511	15 485	30 811
Irak	0,068	0,098	2 928	0,068	0,098	2 958	5 885
Irlande	0,418	0,600	17 996	0,418	0,600	18 182	36 177
Italie	4,448	6,384	191 495	4,448	6,384	193 475	384 970
Jamaïque	0,011	0,016	474	0,011	0,016	478	952
Japon	10 833	15 549	466 382	10 833	15 549	471 203	937 585
Jordanie	0,022	0,032	947	0,022	0,032	957	1 904
Kazakhstan	0,121	0,174	5 209	0,121	0,174	5 263	10 472
Kenya	0,013	0,019	560	0,013	0,019	565	1 125
Kiribati	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Kirghizistan	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
République démocratique populaire lao	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Lettonie	0,047	0,067	2 023	0,047	0,067	2 044	4 068
Liban	0,042	0,060	1 808	0,042	0,060	1 827	3 635
Lesotho	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Liberia	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Libye	0,142	0,204	6 113	0,142	0,204	6 177	12 290
Lituanie	0,073	0,105	3 143	0,073	0,105	3 175	6 318

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1 ^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Luxembourg	0,081	0,116	3 487	0,081	0,116	3 523	7 010
Madagascar	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Malawi	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Malaisie	0,281	0,403	12 098	0,281	0,403	12 223	24 320
Maldives	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Mali	0,004	0,006	172	0,004	0,006	174	346
Malte	0,016	0,023	689	0,016	0,023	696	1 385
Îles Marshall	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Mauritanie	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Maurice	0,013	0,019	560	0,013	0,019	565	1 125
Mexique	1,842	2,644	79 302	1,842	2,644	80 121	159 423
Mongolie	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Monténégro	0,005	0,007	215	0,005	0,007	217	433
Maroc	0,062	0,089	2 669	0,062	0,089	2 697	5 366
Mozambique	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Myanmar	0,010	0,010	300	0,010	0,010	303	603
Namibie	0,010	0,014	431	0,010	0,014	435	865
Nauru	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Pays-Bas	1,654	2,374	71 208	1,654	2,374	71 944	143 152
Nouvelle-Zélande	0,253	0,363	10 892	0,253	0,363	11 005	21 897
Nicaragua	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Niger	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Nigeria	0,090	0,129	3 875	0,090	0,129	3 915	7 789
Niue	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Norvège	0,851	1,221	36 637	0,851	1,221	37 016	73 653
Oman	0,102	0,146	4 391	0,102	0,146	4 437	8 828
Pakistan	0,085	0,122	3 659	0,085	0,122	3 697	7 357
Palaos	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Panama	0,026	0,037	1 119	0,026	0,037	1 131	2 250
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,004	0,006	172	0,004	0,006	174	346
Paraguay	0,010	0,014	431	0,010	0,014	435	865
Pérou	0,117	0,168	5 037	0,117	0,168	5 089	10 126

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1 ^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Philippines	0,154	0,221	6 630	0,154	0,221	6 699	13 329
Pologne	0,921	1,322	39 651	0,921	1,322	40 061	79 712
Portugal	0,474	0,680	20 407	0,474	0,680	20 618	41 024
Qatar	0,209	0,300	8 998	0,209	0,300	9 091	18 089
République de Corée	1,994	2,862	85 846	1,994	2,862	86 733	172 579
République de Moldavie	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Roumanie	0,226	0,324	9 730	0,226	0,324	9 830	19 560
Rwanda	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Sainte-Lucie	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Samoa	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Arabie saoudite	0,864	1,240	37 197	0,864	1,240	37 581	74 778
Sénégal	0,006	0,009	258	0,006	0,009	261	519
Serbie	0,040	0,057	1 722	0,040	0,057	1 740	3 462
Seychelles	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Slovaquie	0,171	0,245	7 362	0,171	0,245	7 438	14 800
Slovénie	0,100	0,144	4 305	0,100	0,144	4 350	8 655
Îles Salomon	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Somalie	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Afrique du Sud	0,372	0,534	16 015	0,372	0,534	16 181	32 196
Espagne	2,973	4,267	127 993	2,973	4,267	129 317	257 310
Sri Lanka	0,025	0,036	1 076	0,025	0,036	1 087	2 164
Soudan	0,010	0,014	431	0,010	0,014	435	865
Suriname	0,004	0,006	172	0,004	0,006	174	346
Swaziland	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Suède	0,960	1,378	41 330	0,960	1,378	41 757	83 087
Suisse	1,047	1,503	45 075	1,047	1,503	45 541	90 617
République arabe de Syrie	0,036	0,052	1 550	0,036	0,052	1 566	3 116
Tadjikistan	0,003	0,004	129	0,003	0,004	130	260
Thaïlande	0,239	0,343	10 289	0,239	0,343	10 396	20 685

Pays membre	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions par 1er janvier 2015 Dollars US	Barème des quotes-parts des Nations Unies 2015 (Pour cent)	Barème avec un plafond à 22 %, aucun PMA payant plus que 0,01 % (Pour cent)	Contributions au 1 ^{er} janvier 2016 Dollars US	Total contributions 2015-2016 Dollars US
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,008	0,011	344	0,008	0,011	348	692
Togo	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Tonga	0,001	0,001	43	0,001	0,001	43	87
Trinité-et-Tobago	0,044	0,063	1 894	0,044	0,063	1 914	3 808
Tunisie	0,036	0,052	1 550	0,036	0,052	1 566	3 116
Turquie	1,328	1,906	57 173	1,328	1,906	57 764	114 937
Turkménistan	0,019	0,027	818	0,019	0,027	826	1 644
Ouganda	0,006	0,009	258	0,006	0,009	261	519
Ukraine	0,099	0,142	4 262	0,099	0,142	4 306	8 568
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	5 179	7,434	222 966	5 179	7,434	225 271	448 237
République-Unie de Tanzanie	0,009	0,010	300	0,009	0,010	303	603
Uruguay	0,052	0,075	2 239	0,052	0,075	2 262	4 501
Venezuela	0,627	0,900	26 994	0,627	0,900	27 273	54 266
Viet Nam	0,042	0,060	1 808	0,042	0,060	1 827	3 635
Yémen	0,010	0,010	300	0,010	0,010	303	603
Zambie	0,006	0,009	258	0,006	0,009	261	519
Zimbabwe	0,002	0,003	86	0,002	0,003	87	173
TOTAL	70 445	100,000	2 999 410	70 445	100,000	3 030 414	6 029 824

Annexe IV

**PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR 2015-2016 SUR LA BASE D'UNE
AUGMENTATION DU MONTANT NOMINAL DE 7,5 % PAR RAPPORT AU BUDGET-
PROGRAMME DE 2013-2014**

1. L'augmentation de 7,5 pour cent du budget-programme du Protocole repose sur les mêmes hypothèses que pour le projet de budget à l'exception des points suivants :

- (a) La réserve de trésorerie est diminuée de 7,5 % à 5 %, son niveau actuel.
- (b) Le financement de la participation des PMA et des PEID à la COP-MOP/8 est légèrement réduit et passe de 200 000 dollars US à 181 500 dollars US.

IMPLICATIONS DE L'AUGMENTATION NOMINALE DU BUDGET DE 7,5 %

2. Le maintien de la réserve de trésorerie à 5 %, au lieu de l'augmenter à 7,5 %, tel que recommandé par le BSCI, a des conséquences ; ainsi, si les contributions des Parties au Protocole sont insuffisantes, les réserves dont dispose le Secrétariat pour couvrir les frais seront utilisées et cette situation pourrait exiger la nécessité de demander des fonds supplémentaires aux Parties pour la mise en œuvre du programme de travail.

3. La réduction des fonds alloués par le budget de base pour la participation des PMA et des PEID à la COP-MOP / 8 implique que des fonds supplémentaires devront être identifiés par des contributions volontaires afin d'assurer une représentation adéquate lors de cette réunion. Cela implique également que moins de fonds seront disponibles pour soutenir la participation des autres États Parties en développement et des pays à économies en transition, car les PMA et les PEID ont la priorité dans l'attribution des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale BI.

**BESOINS EN PERSONNEL ET EN RESSOURCES POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES 7,5 % DU NOMINAL DU**

BUDGET APPROUVÉ 2013-2014

Tableau 1 : Besoins en personnel du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016

		2015	2016
A	Catégories professionnelles et supérieures		
	D-1	1	1
	P-4*	2,5	2,5
	P-3	3	3
	P-2	2	2
	Total des catégories professionnelles et supérieures	8,5	8,5
B.	Total, catégorie services généraux	4	4
	TOTAL (A + B)	12,5	12,5

- 1 P-4 sur le renforcement des capacités partagé à 50 % avec APA
postes partagés avec la CDB supplémentaires : 1 P-5 ; 1 P-4 ; 3 P-3 ; 2 GS

Tableau 2 : Besoins en ressources du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016

Dépenses		2015	2016	TOTAL
		(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
A.	Frais de personnel	1 971,4	2 008,8	3 980,2
B.	Réunions du Bureau de prévention des risques biotechnologiques	20,0	25,0	45,0
C.	Voyage en mission	50,0	50,0	100,0
D.	Consultants / sous-traitance	20,0	20,0	40,0
E.	Réunions consultatives du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	55,0	0,0	55,0
F.	Réunions du Groupe de liaison sur le renforcement des -capacités	30,0	30,0	60,0
G.	COP/MOP-8 (en même temps que la COP-13)	200,0	200,0	400,0
H.	Réunions du Comité chargé du respect des dispositions	45,0	45,0	90,0
I.	Traduction du site Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	20,0	40,0
J.	Frais généraux	283,6	284,6	568,2
K.	Assistance temporaire / heures supplémentaires	10,0	10,0	20,0
L.	La participation des PMA et des PEID à la COP-MOP/8	0,0	181,5	181,5
Sous-total (I)		2 705,0	2 874,9	5 579,9
II	Dépenses d'appui au programme 13 %	351,6	373,7	725,4
III	Réserve de trésorerie	21,4		21,4
IV	TOTAL (I + II + III)	3 078,1	3 248,6	6 326,7
V	Moins la contribution du pays hôte	(237,9)	(239,1)	(476,9)
VI	Total (IV-V)	2 840,2	3 009,5	5 849,7
VII	Moins les économies des années précédentes	-	-	-
GRAND TOTAL (VI – VII)		2 840,2	3 009,5	5 849,7
% d'augmentation par rapport au budget approuvé 2013-2014		7,50		

Tableau 3 : Réunions prioritaires 2015-2016

Dépenses		2015	2016	TOTAL
		<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>(en milliers de dollars)</i>
B.	Réunions du Bureau de prévention des risques biotechnologiques	20,0	25,0	45,0
E.	Réunions- consultatives du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	55,0	0..0	55,0
F.	Réunions du Groupe de liaison sur le renforcement des -capacités	30,0	30,0	60,0
G.	COP/MOP-8	200,0	200,0	400,0
H.	Réunions du Comité chargé du respect des dispositions	45,0	45,0	90,0
Total		350,0	300,0	650,0

Annexe V

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR 2015-2016 BASÉ SUR UNE AUGMENTATION NOMINALE DE 0 % PAR RAPPORT AU BUDGET-PROGRAMME DE BASE 2013-2014

1. L'augmentation de 0 pour cent du budget-programme du Protocole repose sur les mêmes hypothèses que pour le projet de budget à l'exception des points suivants :

- (a) La réserve de trésorerie est diminuée de 7,5 % à 5 %, son niveau actuel.
- (b) Une réduction de 50 pour cent du nombre de réunions du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités est prévue pour l'exercice biennal 2015-2016 ;
- (c) Il n'y aura pas de réunion du Comité consultatif informel du CEPRB au cours de l'exercice biennal 2015-2016 ;
- (d) Il n'y aura pas de réunions du Comité chargé du respect des dispositions au cours de l'exercice biennal 2015-2016 ;
- (e) Réduction de 10 000 dollars US du budget pour l'assistance temporaire et les heures supplémentaires du personnel de prévention des risques biotechnologiques pour l'exercice biennal.
- (f) Réduction du budget pour la traduction du site Web du CEPRB de 5 000 dollars US pour l'exercice biennal.
- (g) Aucun financement alloué à la participation des PMA et des PEID à la COP-MOP/8 dans le budget de base.

IMPLICATIONS DE L'AUGMENTATION NOMINALE DU BUDGET DE 0 %

2. Le maintien de la réserve de trésorerie à 5 %, au lieu de l'augmenter à 7,5 %, tel que recommandé par le BSCI, a des conséquences ; ainsi, si les contributions des Parties au Protocole sont insuffisantes, les réserves dont dispose le Secrétariat pour couvrir les frais seront utilisées et cette situation pourrait exiger la nécessité de demander des fonds supplémentaires aux Parties pour la mise en œuvre du programme de travail.

3. La manque de financement du budget de base pour la participation des PMA et des PEID à la COP-MOP/8 implique que des fonds supplémentaires devront être identifiés par des contributions volontaires afin d'assurer une représentation adéquate lors de cette réunion. Ce déficit de financement est particulièrement inopportun en raison du changement de format de convocation de la COP-MOP-8, qui se déroule simultanément avec la CdP-13, et non après cette dernière ; un financement devra ainsi être prévu pour la participation d'au moins deux délégués de pays en développement afin qu'ils puissent participer aux deux réunions. Le manque de financement dans le budget de base implique également que moins de fonds seront disponibles pour soutenir la participation des autres États Parties en développement et des pays à économies en transition, car les PMA et les PEID ont la priorité dans l'attribution des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale BI.

**BESOINS EN PERSONNEL ET RESSOURCES POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES 0 % DU NOMINAL DU**

BUDGET APPROUVÉ 2013-2014

Tableau 1 : Besoins en personnel du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016

		2015	2016
A	Catégorie professionnelle		
	D-1	1	1
	P-4*	2,5	2,5
	P-3	3	3
	P-2	2	2
	Total, catégorie professionnelle	8,5	8,5
B.	Total, catégorie services généraux	4	4
	TOTAL (A + B)	12,5	12,5

- 1 P-4 sur le renforcement des capacités partagé à 50 % avec APA
postes partagés avec la CDB supplémentaires : 1 P-5 ; 1 P-4 ; 3 P-3 ; 2 GS

Tableau 2 : Besoins en ressources du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) pour l'exercice biennal 2015-2016

Dépenses		2015	2016	TOTAL
		(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
A.	Frais de personnel	1 971,4	2 008,8	3 980,2
B.	Réunions du Bureau de prévention des risques biotechnologiques	20,0	25,0	45,0
C.	Voyage en mission	50,0	50,0	100,0
D.	Consultants / sous-traitance	20,0	20,0	40,0
E.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	0,0	30,0
F.	COP/MOP-8 (en même temps que la COP-13)	200,0	200,0	400,0
G.	Traduction du site Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	15,0	20,0	35,0
H.	Assistance temporaire / heures supplémentaires	5,0	5,0	10,0
I.	Frais généraux	283,6	284,6	568,2
Sous-total (I)		2 595,0	2 613,4	5 208,4
II	Dépenses d'appui au programme 13 %	337,3	339,7	677,1
III	Réserve de trésorerie	0,4		0,4
IV	TOTAL (I + II + III)	2 932,8	2 953,1	5 885,9
V	Moins la contribution du pays hôte	(237,9)	(239,1)	(476,9)
VI	Total (IV-V)	2 694,9	2 714,0	5 409,0
VII	Moins les économies des années précédentes	-	-	-
GRAND TOTAL (VI - VII)		2 694,9	2 714,0	5 409,0
% d'augmentation par rapport au budget approuvé 2013-2014		0,0		

Tableau 3 : Réunions prioritaires 2015-2016

Dépenses		2015	2016	TOTAL
		<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>(en milliers de dollars)</i>
B.	Réunions du Bureau de prévention des risques biotechnologiques	20,0	25,0	45,0
E.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	0,0	30,0
F.	COP/MOP-8*	200,0	200,0	400,0
Sous-total (I)		250,0	225,0	475,0

* Le coût de la réunion de la CdP-8 en 2016 repartit sur l'exercice biennal 2015-2016.